

La seule « distance barrière » qu'aura parfaitement respectée la DAP durant la crise est celle qu'elle met avec les personnels des SPIP !!

Même en temps de crise, la DAP reste obstinément maltraitante pour ses personnels. Voilà plus de deux semaines que la CGT IP a demandé la tenue d'une réunion avec les OS représentatives des personnels exerçant en SPIP en vue d'aborder les thématiques suivantes : impact de la crise sur les positions administratives des agents et sur leurs droits à congés, sur les CAP de mobilité (et d'avancement), sur la scolarité des élèves et des stagiaires, sur le concours mais aussi les perspectives de reprise d'activité dans le cadre du dé-confinement. Compte tenu des conséquences directes sur les situations professionnelles mais aussi personnelles des agents, les représentants des personnels ne peuvent être écartés.

Pourtant, face à ces demandes, aucune réponse de l'administration si ce n'est qu'elle prévoit d'en discuter la semaine du 11 mai, soit après la date de levée du confinement et donc après que les services aient, dans le plus complet désordre et dans la plus parfaite inéquité, tenté de régler ces questions au niveau local ou interrégional... Consternant !

Les critiques de la CGT IP sur le manque de consistance de dialogue social proposé par la DAP ne sont pas nouvelles, mais elles prennent une autre dimension ces dernières semaines... Si au CT SPIP, nous avons depuis longtemps dénoncé des ordres du jour indigestes, ils avaient au moins le mérite d'exister et d'offrir ainsi aux syndicats l'opportunité d'imposer des sujets à l'administration. Depuis 2 mois et alors que les enjeux sont majeurs, les quelques conférences téléphoniques auxquelles nous avons été invités n'avaient aucunement

pour but d'échanger, mais consistaient en la présentation de notes ou circulaires déjà adressées pour application aux DISP.

Depuis le début de leurs mandats, les élus locaux comme nationaux de la CGT IP se sont montrés disponibles et dans l'échange. Nous sommes cependant las de constater que la DAP ne veut décidément pas échanger sur la prise en compte des personnels, permettre des réflexions de fond sur les missions et la prise en charge de notre public, sujets- aux antipodes de la réflexion de la DAP. Pire, le désintérêt de cette direction pour les SPIP est de plus en plus prégnant et cette crise ne fait qu'exacerber l'ensemble des dysfonctionnements systémiques dont les SPIP sont l'objet depuis de trop nombreuses années.

C'est pourquoi nous informons l'ensemble de nos collègues que nous n'acceptons plus ces simulacres de dialogue et refusons d'être assignés à un rôle de remontées / redescentes d'informations une fois les décisions prises !

De CT SPIP en CT SPIP, la CGT avait fait le constat de l'absence de travail de fond, de connaissance institutionnelle de nos professions et l'incapacité de la DAP à défendre nos spécificités. Nous maintenons ces critiques et y ajoutons l'incurie et une nonchalance inacceptable dans le traitement des situations rencontrées par les personnels : depuis deux mois, nous nous efforçons de porter tous les sujets importants pour les agent.es, mais la réponse reste toujours la même : aucune ! Rien ! Nada ! le vide...

➡ **La CAP des CPIP ?** aux oubliettes ! Et rappelons que la crise sanitaire n'y est pour rien puisque la note devait paraître le 3 Mars !

➡ **Les élèves et stagiaires de l'ENAP ?** Ils doivent eux-mêmes via les représentants proposer des alternatives pour être évalués sans traverser la France pour 45 minutes ! Quant à la #continuité pédagogique, n'y pensons même pas !

➡ **Les positions administratives ?** La DAP et le Ministère se cachent derrière les ordonnances gouvernementales sans vouloir réfléchir à des solutions sensées qui assureraient une juste reconnaissance des situations rencontrées et un traitement égalitaire des agent.es.

Nous invitons en conséquence tous les personnels à user de la voie de recours et des recours types sont d'ores et déjà accessibles sur notre site.

➡ **Les mesures de sortie de confinement ?** Si l'ensemble des personnels en établissement seront fort heureusement dotés de masques par la DAP au plus tard le 11 mai, l'inconnue persiste pour les milieux ouverts.

La DAP a beau se targuer de considérer sur un même pied d'égalité les personnels de tout corps dans cette administration, ces dotations montrent, si besoin en était, qu'il n'en est rien et que la seule égalité ne vaut que lorsqu'il est question d'exposer ses agents au danger.

En l'absence de réelle organisation pensée au niveau de la DAP pour une reprise progressive si ce n'est de limiter le télétravail aux seuls agents disposant de matériel fourni par elle (dotations en grand nombre ou moyen de contraindre les agents à être présents au service?), en dehors d'une politique de port du masque et de distances sanitaires et en l'absence de toute anticipation, les DISP et certains DFSPIP y vont déjà de leurs notes d'organisation et, faisant fi du contexte d'état d'urgence sanitaire, commencent à exiger que la quasi totalité de leurs agents revienne sur site dès le 11 mai dans des conditions que l'on sait précaires.

Encore une fois, la santé des agents passe après la politique d'affichage de ses décideurs.

Loin, très loin de l'image des fonctions régaliennes et des devoirs qui en découlent, cette administration, et plus largement le ministère de la Justice se sont montrés particulièrement outranciers quant à l'application d'ordonnances de détournement de la loi-s'agissant de la détention provisoire, ou spoliant les droits à congés de ses agents, persistant dans leur rôle d'outil à lamener les agents. Si le monde professionnel de la Justice, notamment celui des SPIP, est si durement touché par les conséquences de l'épidémie, c'est avant tout parce que les gouvernements successifs ont laissé perdurer une situation de sous-dotation chronique. Sous-dotation en personnels, en matériel (tant sanitaire qu'informatique) et par la mise à disposition de locaux sous-dimensionnés qui ne peuvent qu'entraver une reprise d'activité progressive. Enfin, les directions s'enferment dans une incapacité totale à considérer les SPIP, autrement qu'en calquant, très mal - des réflexes propres à la gestion des établissements, aggravant encore la situation et le sentiment de « laissés pour compte » des personnels des SPIP.

Amertume et colère, perte totale de confiance dans les différents niveaux de hiérarchie – notamment celui des DISP, maillon faible s'il en est – resteront les héritages de cette période exceptionnelle marquée par l'inutile mise en danger des agents, le traitement malhonnête de leur investissement via la dégradation a posteriori de leurs droits élémentaires et l'absence de ménagement sur le retour dans l'espace professionnel post confinement. Ces traces risquent fort de rester indélébiles...

**A l'insécurité sanitaire s'ajoute ainsi l'insécurité professionnelle, administrative et personnelle :
que d'échecs !**



Montreuil, le 5 Mai 2020